

RECHERCHE ET FORMATION CONTINUE : UNE SÉANCE DU COMITÉ DE SUIVI DES ÉSPÉ

La séance du 16 juin 2016 a été consacrée au lien entre recherche et formation continue, dans la perspective du « développement professionnel ». Que retenir de ces échanges ?

1/ L'affirmation de certains principes : un *continuum* de formation qui ne se limite pas au master et étalerait l'acquisition des compétences du M1 au T3, un « phasage » de la formation qui identifie l'entrée dans le métier comme un moment spécifique pour lequel il faut construire des propositions et débloquer des moyens (T1-T2 en particulier), le rôle « moteur » de la recherche, l'intégration des ÉSPÉ dans l'élaboration des plans de formation continue et les UE de préprofessionnalisation... et même l'intérêt d'impliquer les organisations syndicales pour penser la formation...

La lettre de la formation des enseignant-es & CPE | juin 2016

Cette lettre a été élaborée par le comité FDE du SNESUP-FSU
Geneviève Allain, Michèle Artaud, Thierry Astruc, Marie-France Carnus,
Vincent Charbonnier, Muriel Coret, Mary David, Sabine Evrard,
Marie-France Le Marec, Konstanze Lueken, Pierre Sémidor

2/ La formulation de certaines interrogations sur la position du concours et son lien avec la titularisation, le dispositif EAP en licence, le M1 en alternance dans le contexte actuel de la crise du recrutement (à quel moment l'employeur considère-t-il que l'étudiant peut être en responsabilité ?), les moyens de valoriser les formations dans la carrière, les « conditions de diffusion de l'innovation ».

3/ Pour la bonne bouche enfin, quelques bons mots : problématisation ascendante, nécessité d'horizontaliser et de dé-hierarchiser...

Par rapport à ce flot de bonnes intentions, dont il est dit qu'elles sont proches des réalités et des besoins de formation, le SNESUP rappelle néanmoins plusieurs choses, cruciales.

Que si l'intégration de la préprofessionnalisation avec stages en licence peut être intéressante (à condition qu'elle soit un minimum pilotée avec l'ÉSPÉ), elle ne peut se réduire à l'apprentissage tel qu'il a été jusqu'ici pensé par le ministère (précarisation des étudiants, conflit d'emploi du temps entre université et stage qui amène les étudiants à rater des cours, conditions de travail en établissement souvent problématiques...), comme voie royale à l'alternance en M1.

Que si l'intérêt de l'universitarisation de la formation ne fait pas de doute, elle ne doit pas rester un principe « hors sol ». Nous dénonçons le manque flagrant d'enseignants-chercheurs dans les ÉSPÉ, que les universités et les rectorats compensent par la mise à disposition de maîtres formateurs et formateurs académiques sous le prétexte de mise en place des « équipes pluricatégorielles » (quid de la recherche ?) ; nous constatons qu'un nombre croissant de lauréats de concours ne bénéficient pas d'une formation universitaire aux métiers de l'enseignement ni avant (reconversion, autre master, dispense, etc.), ni après le concours (PLP).

Qu'assurément la FTIV doit être une priorité pour l'employeur et l'université. Mais penser la formation au-delà du cadre du master doit s'accompagner de la mise à disposition de moyens pour que cette formation soit effective. Les solutions de formation continue ou d'accompagnement à l'entrée dans le métier à « bas coût », qui reportent la formation sur le temps et les moyens personnels des collègues, sont inacceptables.

ON PRÉPARE LA RENTRÉE ?

Troisième rentrée... toujours les mêmes difficultés ? Affectation des M2 qui ne respecte pas le *continuum* du master, insuffisance de moyens pour le suivi des stagiaires, nouvelle réduction des maquettes de formation, indigence des parcours adaptés en même temps qu'augmentation continue des publics qui en relèvent, conditions d'entrée dans le métier toujours brutales, absence de pilotage des UE de préprofessionnalisation, pas de complément de formation T1-T2, etc. Nous sommes en attente de vos retours sur la préparation de la rentrée dans votre ÉSPÉ. N'hésitez pas non plus à faire remonter quelques exemples réussis !

Il faut d'ores et déjà commencer la réflexion pour les États généraux de novembre 2016, avec de vrais éléments de bilan et de vrais morceaux de proposition alternatives...

TOUJOURS ET PLUS ENCORE POUR UNE FORMATION DES ENSEIGNANT.ES UNIVERSITAIRE ET PROFESSIONNELLE

Réflexions du SNESUP-FSU à l'occasion du 10^e Congrès national d'orientation du SNUIPP-FSU (Rodez, 7-10 juin 2016)

Les ÉSPÉ sont des composantes universitaires « à part » (mais pas entière) puisque ce sont les seules où les élu.es sont par principe minoritaires. Difficile dans ces conditions, d'avancer des propositions puisque les décisions ont souvent déjà été prises, ailleurs, dans des instances sans représentation des personnels.

Le principe de l'alternance est dérobé. La formation n'est pas progressive, en raison des conditions brutales d'entrée dans le métier en M2 (un demi-service en responsabilité) et de l'insuffisance des moyens pour le suivi (pourtant prescrit par les textes). Elle n'est pas non plus intégrative puisqu'il y a concurrence entre les attendus de la formation et les « *exigences* » ou les « *besoins* » de l'employeur. À cette charge de travail énorme, il faut ajouter un usage rigide de la semestrialisation qui multiplie les évaluations. Et cerise sur le bâcheau, la position du concours qui, au beau milieu du master, rend le *continuum* de formation théorique, voire rhétorique.

Pour ce qui est des « parcours adaptés », nous avions dit que les profils seraient très divers, ce dont le ministère n'a eu cure, n'ayant jamais voulu démordre de son *idée fixe* d'un parcours-type (prépro-M1-M2) qui ne correspond en réalité qu'à une petite fraction des étudiant.es. Quels moyens pour « adapter » quand le mot d'ordre est mutualisation !

Le temps manque cruellement, la réduction des volumes effectifs de formation s'est faite drastique et sans aucune compensation sur les années de T1-T2, les conditions de travail pour les collègues des ÉSPÉ sont fortement dégradées, avec un morcellement des enseignements et une multiplication des intervenants qui rend impossible la construction d'une cohérence des parcours pour les étudiants, les stagiaires et les formateurs (on fait « un peu de tout, un petit peu »).

Le cumul de ces contraintes et la carence de volonté politique, font que les ÉSPÉ sont souvent des « lieux », de « formation » mais sans ancrage fort dans les universités auxquelles elles sont associées.

Dans l'état actuel des choses, la formation des enseignant-es et CPE (FDE) n'est pas professionnelle ET universitaire. Faute de temps et de moyens, une réelle articulation pratique-didactique-recherche n'est pas réellement assurée.

Dans un contexte d'austérité qui frappe encore plus durement le tissu universitaire, abrasé par des années de sous-investissement, on peut légitimement être tenté de penser qu'exfiltrer la FDE de l'université est la solution. À rebours de cette idée, nous estimons qu'il faut au contraire lutter, collectivement, pour un réel

développement d'une FDE universitaire et professionnelle et pour obtenir des moyens à la hauteur des enjeux.

C'est d'abord la garantie que la FDE ne soit pas unidimensionnelle, c.-à-d. uniquement conçue par l'employeur et qu'elle devienne alors une école caporale (cf. les formations pour le « nouveau » collège). Nous récusons une formation-formatage étroitement bornée par l'employabilité immédiate et la stricte adaptation à l'emploi. Le métier d'enseignant est un métier de conception, à haute responsabilité sociale et qui demande, par conséquent, un haut niveau de formation. Le master n'est pas qu'une certification « formelle », c'est l'occasion d'une première formation à et par la recherche, dont la FDE et le métier d'enseignant ont tous deux besoin. Ce que l'université apporte et devrait apporter plus massivement encore à la FDE, c'est la mise à disposition, dans la formation, de savoirs positifs, élaborés et mis à l'épreuve dans les communautés de recherche, voire produits « avec » la formation. L'exigence, aujourd'hui, c'est de constituer un *corpus* de

connaissances pour la profession, qui permettent de penser, réorienter, développer des gestes professionnels pédagogiques et didactiques.

Rappelons nos revendications pour une réelle amélioration de la FDE :

- ramener le temps de stage M2 à un tiers-temps maximum comme il l'était avant la mise en place de la réforme et donner les moyens d'une entrée progressive dans le métier par des dispositifs d'accompagnement et compléments de formation en T1-T2

- donner aux ÉSPÉ des moyens fléchés et en relation avec les effectifs réels qu'elles accueillent pour correctement assurer les missions qui leur sont confiées (suivi, recrutement d'enseignants chercheurs, recherche, équipes plurielles, lieux de formation...)

- recréer les moyens pour une formation continue digne de ce nom, avec remplacement en classe

- repenser la « gouvernance » et le pilotage pour redonner la parole aux enseignants et usagers

- soutenir la recherche en éducation en créant par exemple un système de bourses pour encourager des étudiants à s'engager dans les formations doctorales des domaines concernés et en dotant les laboratoires de moyens leur permettant de développer les infrastructures nécessaires.

